



Conseil de sécurité

Briefing: la situation au Moyen-Orient

Déclaration de la Suisse sur la situation politique en Syrie

New York, le 23 août 2023

Madame la Présidente,

Je remercie l'Envoyé spécial Geir Pedersen et Madame Lubna Alkanawati pour leurs présentations.

La Suisse se joint à l'Envoyé spécial en suivant avec intérêt les dynamiques actuellement à l'œuvre dans la région. Nous saluons notamment la tenue, le 15 août dernier au Caire, de la première réunion du Comité de liaison arabe et de la Syrie qui donne suite aux déclarations d'Amman, du Caire et de Jeddah du mois de mai dernier. Nous nous félicitons que la déclaration émise à l'issue de cette rencontre fasse clairement référence à la résolution 2254 de ce Conseil. Nous notons que le Comité souhaite assurer une bonne coordination avec les Nations unies, y compris en préparation d'une prochaine réunion du Comité constitutionnel. Une réunion dans les meilleurs délais du Comité serait une étape importante dans l'approche « pas après pas ». La Suisse espère qu'une telle réunion permettra d'entamer des avancées substantielles vers une solution politique au conflit en Syrie.

La Suisse partage avec l'Envoyé spécial et Madame Alkanawati la sincère conviction de la centralité de l'agenda « femmes, paix et sécurité » en Syrie. Conformément à la résolution 2254, la Suisse souligne une fois encore l'importance d'une participation pleine, égale, significative et sûre des Syriennes dans le processus politique. Dans l'ensemble du pays, les organisations de la société civile – dont beaucoup reposent sur l'engagement volontaire de femmes – jouent un rôle-clé dans la recherche d'une paix durable en Syrie. A cet égard, nous saluons l'étroite collaboration entre le Bureau de l'Envoyé spécial et le *Civil Society Support Room (CSSR)*, plateforme qui assure la large participation de la société civile au processus politique et qui compte 43% de femmes actuellement. Le CSSR assure que les priorités et les réalités des femmes sont prises en compte sur le terrain et dans le processus politique.

Nous notons avec inquiétude la manière dont les crises humanitaire et socio-économique très profondes, dans lesquelles le pays est actuellement plongé, affectent les femmes. A cet égard, il est essentiel d'assurer l'accès de l'aide humanitaire à l'ensemble du pays. De surcroît, les femmes sont souvent soumises à des mariages forcés et précoces, ou forcées d'opérer dans

un marché du travail informel qui les exposent à toutes sortes d'abus. Dans les pires des cas, elles se retrouvent dépourvues de toute protection face à des violences sexuelles et basées sur le genre.

Madame la Présidente,

Nous appelons toutes les parties au conflit, dans tout le pays, à respecter leurs obligations et à mettre immédiatement fin à toutes les violations du droit international humanitaire et des droits de l'homme commises à l'encontre des civils en Syrie, y compris des femmes. En ce sens, nous réitérons notre plein soutien à la Commission d'enquête du Conseil des droits de l'homme et au Mécanisme international, impartial et indépendant, dont le travail est fondamental pour lutter contre l'impunité.

Enfin, la Suisse demeure très préoccupée par la situation sécuritaire précaire dans plusieurs zones du pays, où les hostilités continuent d'affecter la population civile, ayant un impact disproportionné sur les femmes et les filles. La résolution 2254 et ce Conseil l'ont souligné à maintes reprises : L'imposition et le respect par toutes les parties d'un cessez-le-feu au niveau national reste une mesure prioritaire pour permettre la mise en œuvre des efforts de paix et des opérations d'assistance humanitaire. La population syrienne en a désespérément besoin.

Je vous remercie.

Unofficial translation

Madam President,

I would like to thank Special Envoy Geir Pedersen and Ms Lubna Alkanawati for their presentations.

Switzerland joins the Special Envoy in following with interest the dynamics currently at work in the region. In particular, we welcome the first meeting of the Arab Liaison Committee and Syria, held in Cairo on 15 August, which follows on from the Amman, Cairo and Jeddah declarations of last May. We welcome the fact that the declaration issued at the end of this meeting makes clear reference to Resolution 2254 of this Council. We note that the Committee wishes to ensure good coordination with the United Nations, including in preparation for a forthcoming meeting of the Constitutional Committee. An early meeting of the Committee would be an important step in the "step-for-step" approach. Switzerland hopes that such a meeting will enable substantial progress to be made towards a political solution to the conflict in Syria.

Switzerland shares with the Special Envoy and Ms Alkanawati the sincere conviction of the centrality of the "women, peace and security" agenda in Syria. In accordance with Resolution 2254, Switzerland once again stresses the importance of the full, equal, meaningful and safe participation of Syrian women in the political process. Throughout the country, civil society organisations – many of which are based on the voluntary commitment of women – play a key role in the search for lasting peace in Syria. In this respect, we welcome the close collaboration between the Office of the Special Envoy and the *Civil Society Support Room (CSSR)*, a

platform which ensures the broad participation of civil society in the political process and which currently includes 43% women. The CSSR ensures that women's priorities and realities are taken into account on the ground and in the political process.

We note with concern the way in which the very deep humanitarian and socio-economic crises in which the country is currently immersed are affecting women. In this respect, it is essential to ensure access for humanitarian aid throughout the country. In addition, women are often subjected to forced and early marriages, or forced to operate in an informal labour market that exposes them to all sorts of abuses. In the worst cases, they find themselves unprotected against sexual and gender-based violence.

Madam President,

We call on all parties to the conflict throughout the country to respect their obligations and immediately put an end to all violations of international humanitarian law and human rights committed against civilians in Syria, including women. To this end, we reiterate our full support for the Human Rights Council's Commission of Inquiry and to the International, Impartial and Independent Mechanism, whose work is fundamental to the fight against impunity.

Finally, Switzerland remains very concerned about the precarious security situation in several areas of the country, where hostilities continue to affect the civilian population, having a disproportionate impact on women and girls. As Resolution 2254 and this Council have repeatedly emphasised, the imposition and respect by all parties of a nationwide ceasefire remains a priority measure to enable peace efforts and humanitarian assistance operations to be implemented. The Syrian people desperately need this.

Thank you.